

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/444

8 mai 2001

(01-2381)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

RÉPONSES AUX QUESTIONS ET OBSERVATIONS CONCERNANT LES PROPOSITIONS RELATIVES AUX QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE RENVOYÉES AU COMITÉ PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL DANS SA DÉCISION DU 15 DÉCEMBRE 2000

Réponses de l'Inde

L'Inde tient à remercier les divers pays qui ont demandé des précisions au sujet de sa proposition concernant les taux globaux et généralisés de remise des droits d'importation et la définition des "intrants consommés dans le processus de production". (G/SCM/W/430). Elle voudrait souligner que les propositions faites dans ce document représentent un système possible de taux globaux et généralisés de remise des droits d'importation. Si le système suggéré dans ce document peut être modifié compte tenu des observations faites par divers membres, il n'en reste pas moins que le Comité des subventions et des mesures compensatoires devrait prendre en principe une décision pour permettre une telle remise des droits d'importation. Cela dit, l'Inde s'efforce par la présente de donner des précisions concernant diverses questions soulevées par les membres.

Questions et observations de la Suisse (G/SCM/433)

L'Inde propose ce changement du système de ristourne pour les droits d'importation, compte tenu de la dimension souvent réduite des unités de production dans les pays en développement comme il est mentionné au paragraphe 2.4. Dans le cas d'installations de ce type, il serait évidemment utile de disposer d'autres moyens de calculer la remise. Cependant, nous nourrissons quelques préoccupations en ce qui concerne la possibilité d'une telle modification. Les disciplines évoquées aux annexes II et III avaient pour objet de rendre transparente la ristourne sur les droits d'importation, et ce faisant, de faire en sorte que les règles de l'Accord sur les subventions ne soient pas contournées.

L'Inde propose deux solutions qui pourraient servir de fondement à ces taux globaux de remise des droits d'importation. Mais nous ne voyons pas comment ces deux méthodes pourraient être concrètement mises en œuvre, en s'assurant du maintien de la prévisibilité, de la loyauté et de la transparence.

En particulier, nous estimons qu'un système dans lequel les remises seraient subordonnées à des résultats statistiques concernant le processus de production dans son ensemble dans une économie donnée, entraînerait une lourde charge pour les administrations (le paragraphe 2.7 mentionne des fonctionnaires qualifiés du point de vue technique qui étudieraient les renseignements figurant dans les ouvrages internationaux, etc.), ne serait pas suffisamment rapide pour les négociants et conférerait probablement aux administrations des pouvoirs discrétionnaires potentiels qui pourraient compromettre les disciplines convenues dans l'Accord sur les subventions. À l'égard du deuxième élément proposé qui repose sur une détermination au moyen du prix des intrants, nous formulons le même genre de réserves. Par exemple, qui décidera des prix à retenir pour effectuer les calculs? Nous estimons également que les importantes fluctuations qui existent lorsqu'on applique des prix

internationaux rendront le système non transparent et donc potentiellement préjudiciable pour les autres Membres de l'OMC.

Ainsi, la Suisse voit de graves défauts dans la démarche examinée. Si la question des droits d'importation présente un tel intérêt pour les pays en développement, nous devrions nous employer à trouver d'autres solutions possibles pour résoudre ce problème. Or, nous pensons qu'il existe déjà d'autres solutions possibles qui sont couramment employées par beaucoup de Membres de l'OMC et qui sont autorisées par l'Accord sur les subventions.

À l'évidence, notre première réaction serait de proposer que les droits d'importation soient réduits, s'ils pouvaient avoir une incidence sur la compétitivité des exportations des produits visés. Sachant que nombre de pays en développement dépendent des droits d'importation pour des raisons fiscales, cela est plus facile à dire qu'à faire. Il faut donc trouver des outils plus sélectifs. Il est possible d'établir des zones franches, ce vers quoi sont revenus beaucoup de pays en développement. Les produits fabriqués dans ces zones bénéficient du fait que les intrants sont exemptés de taxes, ce qui garantit la compétitivité des prix. Enfin, nous pourrions envisager comme solution encore plus ciblée l'introduction de droits de douane dits "fondés sur l'utilisation finale", auquel cas on applique des taux réduits aux intrants destinés aux produits. La plupart du temps, ils sont appliqués à des produits primaires et semi-manufacturés. Mais nous pourrions les utiliser aussi pour des produits finis comme les biens d'équipement et les faire bénéficier de droits d'importation réduits. La première note de bas de page de l'Accord sur les subventions fait référence à cette possibilité qui est évoquée plus en détail à la lettre i) de l'annexe I. En tout état de cause, quelle que soit la solution trouvée, elle devra continuer de garantir la transparence et non pas affaiblir les disciplines existantes dans le domaine des subventions.

Enfin, nous nous demandions au titre de ce point si le système de remise proposé par l'Inde serait, de l'avis de ce pays, mis à la disposition de tous les Membres de l'OMC ou seulement des pays en développement. Nous apprécierions de recueillir des observations sur ce point également.

Observations de l'Inde

La Suisse a soulevé la question de la charge administrative et des prescriptions en matière de transparence eu égard au système de taux globaux et généralisés de remise de droits. Il existe déjà en Inde un mécanisme administratif chargé d'établir les données statistiques concernant la quantité d'intrants consommés dans le processus de production. Un renforcement minimal de ce mécanisme administratif devrait permettre de superviser les travaux administratifs liés au système de taux globaux et généralisés de remise de droits et d'en assurer la transparence. Les prescriptions en matière de transparence concernant la ristourne de droits seraient respectées car les normes statistiques reposeraient sur des données émanant d'un grand nombre de fabricants, complétées par des vérifications effectuées dans les locaux de certains fabricants. Pour éviter une remise excessive de droits, on prendrait le plus bas des prix des transactions connu des autorités douanières pour une période donnée. Le système proposé par l'Inde laisse une place minimale à l'exercice de pouvoirs discrétionnaires. Les diverses solutions suggérées par la Suisse ne répondent pas aux problèmes spécifiques des pays en développement. L'idée directrice de la proposition de l'Inde est de mettre en place un système simplifié de remise de droits reposant sur les statistiques des quantités d'intrants consommés, sans avoir la lourde tâche d'établir la quantité exacte de chaque intrant consommé pendant le processus de production. Comme l'a fait observer à juste titre la Suisse, la proposition de l'Inde se fonde sur la disposition contenue au point i) de l'annexe I de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Étant donné que les petites unités de production dans les pays en développement sont confrontées à divers problèmes comme il a été souligné dans la proposition de l'Inde, les pays en développement ne devraient pouvoir recourir au système de remise de droits que dans le cadre du

traitement spécial et différencié des pays en développement Membres, énoncé à l'article 27.1 de l'Accord SMC.

Questions du Chili (G/SCM/W/434)

Proposition de l'Inde relative aux taux globaux et généralisés de remise des droits d'importation.

Question

Que faut-il entendre par "petites unités de production dans les pays en développement"? Peut-être pourrait-on parler de petites et moyennes entreprises (notion qui existe dans la majorité des pays).

Réponse

L'expression "petites unités de production dans les pays en développement" a été utilisée dans un sens analogue à ce qui est suggéré par le Chili, à savoir que les petites unités de production peuvent aussi être définies comme étant des petites et moyennes entreprises.

Proposition de l'Inde relative aux intrants consommés dans le processus de production

Question

Les droits d'importation applicables aux biens d'équipement dans les pays en développement sont-ils si élevés? Dans nombre de ces pays, qui ne sont pas de gros producteurs de biens d'équipement, en général aucun droit de douane n'est appliqué aux biens d'équipement, ou bien ces droits sont peu élevés, en vertu soit d'une décision unilatérale de politique commerciale, soit d'une décision négociée dans le cadre d'accords de libre-échange.

Réponse

En Inde, les droits d'importation sur les biens d'équipement vont de 25 à 35 pour cent.

Question

Par ailleurs, dans certains cas, les pays appliquent des droits d'importation sur les biens d'équipement lorsqu'ils en produisent eux-mêmes, non pas comme source de recettes, mais pour protéger leur branche de production. En pareil cas, la mise en œuvre de la proposition – déduire les droits d'importation quand les biens d'équipement sont utilisés pour des produits destinés à l'exportation – pourrait dissuader d'utiliser les biens d'équipement d'origine nationale puisque cette déduction ne serait pas applicable à ces biens.

Réponse

Un tel raisonnement vaut également pour d'autres intrants. Néanmoins, il s'agit d'assurer des conditions égales pour tous les exportateurs de façon à ne pas porter atteinte à leur compétitivité.

Question

En outre, le Chili se demande si cette proposition est une simple interprétation de la note de bas de page 61; il comprend mal le parallèle que la proposition établit avec l'inclusion des catalyseurs

dans ladite note, puisque bien que ces derniers ne soient pas consommés dans le processus de production, à la différence des biens d'équipement, ils ne peuvent pas être utilisés plusieurs fois.

Réponse

Dans sa proposition, l'Inde a pris l'exemple du catalyseur pour souligner le fait que certains éléments entrant dans le prix de revient ne sont pas consommés dans le processus de production mais sont compris dans la définition des intrants consommés, alors que d'autres éléments tels que les biens d'équipement subissent une dévalorisation mais ne sont pas spécifiquement inclus dans cette définition.

Questions et observations de l'Australie (G/SCM/W/436)

Note de bas de page 61

Question

Quel type de contraintes administratives et de conséquences en matière de transparence la proposition de l'Inde entraînerait-elle pour ce qui est d'une situation dans laquelle les biens d'équipement sont utilisés tant pour la production intérieure que pour la production destinée à l'exportation (paragraphe 3.4)? Comment les calculs seraient-ils effectués et contrôlés en ce qui concerne la part de la production qui est ultérieurement exportée?

Réponse

L'Inde reconnaît qu'aux fins de la transparence et pour faire en sorte que l'avantage soit limité à la part de la production qui est ultérieurement exportée, il faudrait recueillir des renseignements sur le chiffre d'affaires annuel et la part exportée. Les unités de production conservent des données sur les quantités de la production vendues sur le marché intérieur et exportées, si bien qu'il ne serait pas du tout difficile de les ventiler.

Taux globaux et généralisés de remise des droits d'importation

Question

L'Inde pourrait-elle développer davantage son argumentation sur les points suivants: l'Inde a-t-elle pris en considération les questions relatives à la transparence, qui permet aux pays de s'assurer qu'il n'y a pas eu effectivement de subventionnement?

Réponse

L'Inde a pris en considération les questions relatives à la transparence pour s'assurer qu'il n'y avait pas eu effectivement de subventionnement. Comme elle l'a indiqué au paragraphe 2.7 de sa proposition, si les normes statistiques sont généreuses, l'intrant serait importé en quantités excessives et les producteurs nationaux du même produit protesteront car ces importations excessives fausseraient les prix sur le marché intérieur. Au niveau national, on peut considérer qu'il y a eu subventionnement si le montant total de remise de droits au cours d'une année a dépassé le montant perçu au titre des droits de douane imposés sur l'intrant importé au cours de la même année.

Question

L'Inde a-t-elle pris en considération les conséquences pour le calcul du subventionnement dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs? Par exemple, les producteurs

auraient-ils des préoccupations au sujet du traitement équitable, étant donné que différents producteurs pourraient bien acquérir les mêmes intrants à des taux différentiels?

Réponse

C'est une question qui se pose inévitablement lorsqu'il s'agit de taux globaux. Toutefois, la procédure décrite au paragraphe 2.7 visait à assurer l'équité et la justice, et même s'il y a des irrégularités celles-ci ne sont pas importantes.

Question

Quelle incidence une telle proposition aurait-elle sur la concurrence? Il semblerait qu'elle ouvre la voie aux ententes entre entreprises. L'Inde a-t-elle pris en considération les répercussions sur la concurrence?

Réponse

Les problèmes liés aux ententes entre entreprises seraient pris en compte au moment des vérifications dans les locaux de certains fabricants, mentionnées au paragraphe 2.7 de la proposition de l'Inde.

Questions et observations du Canada (G/SCM/W/437)**Définition des intrants consommés dans le processus de production****Question**

Par exemple, si un producteur vend à la fois à l'exportation et sur le marché intérieur, n'y aurait-il pas un problème de ristourne excessive, puisque l'allégement de droits ne devrait viser que la production des marchandises exportées?

Réponse

L'Inde reconnaît qu'aux fins de la transparence et pour faire en sorte que l'avantage soit limité à la part de la production qui est ultérieurement exportée, il faudrait recueillir des renseignements sur le chiffre d'affaires annuel et la part exportée. Les unités de production conservent des données sur les quantités de la production vendues sur le marché intérieur et exportées, si bien qu'il ne serait pas du tout difficile de les ventiler.

Question

Comment le taux d'amortissement approprié pour chaque bien d'équipement serait-il déterminé?

Réponse

Le taux d'amortissement pour chaque bien d'équipement serait déterminé sur la base des pratiques comptables généralement acceptées.

Question

Les biens d'équipement peuvent être utilisés pour produire toute une gamme de produits différents, et certains peuvent les utiliser plus que d'autres. Comment l'allègement de droits serait-il attribué à chaque produit?

Réponse

Nous avons constaté que la production des petites et moyennes entreprises se limite généralement à un produit et dans quelques cas à une gamme très étroite de produits. L'allègement de droits serait attribué en fonction de la part de la production qui est exportée ultérieurement. En pareil cas, cela se ferait sur la base du nombre d'heures machines utilisées.

Utilisation d'un taux global et généralisé de droit d'importation pour calculer la ristourne des droits

Question

Au paragraphe 2.7 de sa proposition, le gouvernement indien indique qu'il faudrait rassembler des renseignements statistiques, les étudier et les analyser, puis les compléter par des renseignements publiés et des vérifications effectuées dans les locaux de certains fabricants, pour déterminer la quantité des divers intrants nécessaires à la fabrication d'une unité du produit final. Ces données seraient utilisées en tant que norme statistique, représentant une moyenne pour l'ensemble de la branche. Qui aurait la responsabilité de réaliser ces études: les autorités chargées de l'enquête dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs, ou le Membre exportateur? Par ailleurs, à quel moment ces études seraient-elles réalisées: dans le cadre d'une telle enquête, ou d'une manière régulière?

Réponse

Les études seraient faites par le pays Membre qui accorde la ristourne des droits et seraient réalisées d'une manière régulière.

Question

Étant donné que les intrants utilisés peuvent varier considérablement, selon la qualité ou d'autres caractéristiques du produit, le gouvernement indien proposerait-il d'établir des normes sectorielles pour toutes ces variations possibles?

Réponse

Même s'il n'est pas possible d'établir des normes sectorielles pour toutes les caractéristiques ou qualités de produit possibles, la norme sectorielle prendrait en compte, dans une grande mesure, les variations de grande amplitude.

Question

Les producteurs peuvent avoir une efficacité et des techniques de production différentes, ce qui fait que des quantités différentes d'intrants sont consommées pour le même produit. Comment ce problème serait-il résolu?

Réponse

L'efficacité et les techniques de production peuvent varier d'un producteur à l'autre mais la moyenne globale pour le secteur prendrait en compte ces variations de façon à éviter globalement une remise de droits excessive.

Question

Les taux globaux et généralisés seraient-ils utilisés même lorsque le producteur en cause peut satisfaire les autorités chargées de l'enquête quant à l'utilisation effective des intrants?

Réponse

Même dans ces cas, on utiliserait de préférence les taux globaux et généralisés.

Question

Au paragraphe 2.7, le gouvernement indien reconnaît que les intrants peuvent être à la fois d'origine nationale et importés, et qu'en pareil cas, le taux global et généralisé de remise serait proportionnellement réduit. Sur quelle base cette réduction serait-elle effectuée?

Réponse

Dans les cas où il y a à la fois des intrants d'origine nationale et des intrants importés, la remise des droits d'importation se limiterait aux intrants importés.

Questions et observations de Hong Kong, Chine (G/SCM/W/438)**Intrants consommés dans le processus de production****Question**

Pour aider les Membres à évaluer les conséquences et la faisabilité des propositions, nous apprécierions que leurs auteurs puissent exposer leur incidence possible, le cas échéant, sur les flux commerciaux mondiaux. Nous pensons que des apports supplémentaires dans cette direction aideraient les Membres à prendre une décision rapide sur la voie à suivre.

Réponse

Bien qu'il soit peut-être prématuré d'estimer l'incidence que pourraient avoir, le cas échéant, les propositions sur les flux commerciaux mondiaux, il est vraisemblable que l'adoption du système de taux globaux et généralisés de remise de droits aiderait les pays en développement à s'intégrer davantage dans le système commercial mondial en surmontant d'autres handicaps naturels.

Utilisation d'un taux global et généralisé pour calculer la remise des droits d'importation**Question**

Nous saurions gré à l'auteur de la proposition d'explicitier les étapes procédurales pour établir les taux globaux et généralisés, telles qu'elles sont exposées aux paragraphes 2.6 à 2.9 du document. Nous aimerions aussi savoir s'il envisage un éventuel rôle de l'OMC pour déterminer la quantité et la valeur statistiques des intrants requis pour produire différents produits.

Réponse

Aucun rôle n'est envisagé pour l'OMC dans la détermination statistique des volumes et valeurs des intrants nécessaires à la production de différents produits. Les diverses étapes procédurales évoquées aux paragraphes 2.6 à 2.9 du document reposent sur la détermination statistique de la quantité des divers intrants nécessaires à la fabrication d'une unité du produit final et sur la détermination du prix des intrants. L'information statistique serait représentative de l'ensemble d'une branche de production et reposerait sur des indications détaillées concernant les divers intrants utilisés pour la fabrication d'un produit déterminé. Ces indications détaillées seraient recueillies auprès d'un grand nombre de fabricants produisant le même produit final. Par la suite, les renseignements ainsi recueillis seraient analysés avec attention et comparés à des données analogues figurant dans diverses publications internationales. Par ailleurs, les données ainsi présentées feraient l'objet de vérifications effectuées dans les locaux de certains fabricants. Les diverses activités mentionnées ci-dessus permettraient de calculer la quantité statistique des divers intrants nécessaires pour fabriquer une unité du produit final. Pour ce qui est de la détermination du prix des intrants, les prix internationaux des intrants pourraient être les plus bas des prix effectifs des transactions connus des autorités douanières. Cela garantirait qu'il n'y ait pas de remise excessive des droits d'importation.

Question

Inclusion des biens d'équipement dans les "intrants consommés dans le processus de production" dans le cadre de la note de bas de page 61 de l'annexe II telle qu'elle est proposée par la Colombie et l'Inde (G/SCM/W/429 et G/SCM/W/430).

Nous saurions gré aux auteurs d'explicitier la manière d'empêcher l'utilisation abusive de la proposition, compte tenu du fait que certains biens d'équipement sont employés pour fabriquer des produits destinés tant à l'exportation qu'au marché intérieur.

Réponse

La remise ou ristourne admissible des impositions à l'importation pour ce qui est des biens d'équipement employés dans le processus de production serait limitée à la part de la production totale qui est exportée.

Questions et observations des Communautés européennes (G/SCM/W/439)

Taux globaux et généralisés de remise des droits d'importation

Question

Nous croyons comprendre que l'Inde propose un système moyen de taux de remise des droits par catégorie de branche de production. L'application de ces taux globaux pourrait entraîner des versements même si aucun droit de douane n'est acquitté par l'exportateur, c'est-à-dire si l'exportateur se procure les intrants sur le marché intérieur. Nous croyons comprendre à la lecture de la communication de l'Inde qu'en pareil cas les taux de remise seraient réduits, mais nous voyons mal comment cela pourrait être fait dans la pratique. Nous pensons qu'il faudrait pour cela identifier la source des intrants pour ce qui est de l'exportateur concerné, ce que le système général proposé veut éviter en premier lieu dans la mesure où il vise à alléger les contraintes procédurales. L'Inde peut-elle préciser ce point?

Réponse

La remise de droits concernerait les intrants importés.

Question

Nous croyons comprendre que dans ce système, on ne vérifierait pas si les exportateurs qui sont plus efficaces que la moyenne de la branche de production reçoivent des remises d'un montant plus élevé que les droits de douane effectivement versés. Comment pourrait-on s'assurer que cela n'entraîne pas des remises d'un montant excessif par société?

Réponse

L'efficacité et les techniques de production peuvent varier d'un producteur à l'autre, mais il serait tenu compte de ces variations dans la moyenne globale pour la branche de production de façon à éviter des remises de droits excessives.

Question

Les taux globaux par société fondés sur des données rétrospectives spécifiques à la société pourraient bien garantir qu'il n'y a pas de remise d'un montant excessif si ces données sont régulièrement mises à jour et font l'objet de vérification. Même si aucun système de gestion par société de ce type n'était en place, le gouvernement du pays exportateur pourrait prouver sur la base des transactions effectives qu'aucune remise d'un montant excessif n'a eu lieu conformément à un système de ristourne approprié. Cela est déjà prévu dans les annexes II et III de l'Accord sur les subventions.

L'Inde a-t-elle une opinion à formuler sur ces points compte tenu de la nécessité de procédures simplifiées dans le cadre des systèmes de ristourne des droits?

Réponse

La simplification proposée par l'Inde dans ce contexte consiste à déterminer la remise non pas en fonction de la quantité effective d'intrants consommés mais d'après une norme statistique, ce qui permettrait de ne pas avoir à tenir une comptabilité précise des prix de revient.

Définition des intrants consommés dans le processus de production**Question**

Les points h) et i) limitent l'exonération, la remise ou le report des impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs, et la remise ou la ristourne des impositions à l'importation, respectivement, aux intrants consommés dans la production du produit exporté. Cette limitation aux "intrants consommés" permet d'établir un lien clair et vérifiable entre les entrées et les sorties puisqu'il est fondé sur les quantités.

L'Inde et la Colombie pourraient-elles expliquer comment un tel lien intrinsèque et bien visible pourrait être établi entre les biens d'équipement et le produit exporté, qui garantirait qu'aucune exonération ou remise d'un montant excessif d'impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs ou d'impositions à l'importation n'a lieu?

Réponse

Le lien intrinsèque et bien visible entre les biens d'équipement et les produits exportés serait établi sur la base de la valeur du bien d'équipement amorti pendant l'année et des articles produits à partir de ces biens d'équipement et qui sont ultérieurement exportés.

Question

Introduire un élément de "valeur" dans le système uniquement fondé sur la "quantité" des mécanismes de ristourne/d'exonération des droits en liant l'amortissement des biens d'équipement à la production destinée à l'exportation non seulement représente une modification importante de la nature de ces systèmes, mais pourrait également entraîner de sérieuses difficultés pratiques. Par exemple, comment l'utilisation du bien d'équipement serait-elle mesurée?

Réponse

La notion d'amortissement implique une réduction de la valeur du bien d'équipement et la mesure dans laquelle celui-ci est amorti pendant l'année pourrait correspondre à la quantité consommée au cours du processus de production. Cela pourrait constituer une base pour mesurer l'utilisation du bien d'équipement.

Question

Comment, dans la pratique, une certaine part de l'utilisation du bien d'équipement serait-elle liée à une certaine quantité de produit exporté?

Réponse

Le lien entre l'utilisation du bien d'équipement et une certaine quantité de produit exporté serait déterminé sur la base des facteurs suivants: droit de douane acquitté sur les biens d'équipement, taux d'amortissement autorisé pour le bien d'équipement et part de la production annuelle résultant de l'utilisation des biens d'équipement qui est ultérieurement exportée.

Question

Le montant d'exonération ou de remise des impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs ou des impositions à l'importation sur le bien d'équipement demeurerait-il constant par quantité de produit exporté? Dans l'affirmative, comment cela serait-il garanti dans la pratique?

Réponse

Comme il est précisé dans la réponse à la question 9 ci-dessus, le montant de l'exonération dépendrait du droit de douane acquitté sur le bien d'équipement, du taux d'amortissement autorisé et de la part de la production exportée. Si ces trois variables restent inchangées dans deux situations différentes, le montant de la remise par unité de produit exporté resterait inchangé.

Question

Comment la répartition de l'utilisation du bien d'équipement entre la production destinée au marché intérieur et la production destinée à l'exportation serait-elle effectuée dans la pratique pour faire en sorte qu'il n'y ait aucune remise d'un montant excessif?

Réponse

La répartition de l'utilisation du bien d'équipement entre la production destinée au marché intérieur et la production destinée à l'exportation serait effectuée sur la base de la part de la production exportée et aucune remise ne pourrait être demandée pour la production vendue aux fins de la consommation intérieure.

Questions et observations des États-Unis (G/SCM/W/440)

Taux globaux et généralisés de remise des droits d'importation

Question 1

Au paragraphe 2.7 de son document, l'Inde parle d'une analyse statistique qui devrait être effectuée pour déterminer la quantité des divers intrants nécessaires à la fabrication d'une unité du produit final. Toutefois, l'analyse semble porter uniquement sur les types et les quantités d'intrants, sans tenir compte de la question de savoir si les intrants en question ont été traditionnellement obtenus sur place ou importés, ni de la question de savoir dans quelle mesure ils l'ont été. Est-ce bien ce que l'Inde souhaiterait, ou propose-t-elle une analyse qui comporterait une sorte d'évaluation de la mesure suivant laquelle les producteurs de la marchandise en question (globalement) font appel aux importations ou utilisent des intrants d'origine nationale?

Réponse

Le taux global et généralisé de remise des droits d'importation proposé concernerait essentiellement les intrants qui sont traditionnellement importés. Néanmoins, si la situation évolue de sorte que certains intrants qui étaient auparavant achetés sur place sont de plus en plus souvent importés, le système des taux généralisés et globaux s'appliquera alors également à ces intrants.

Question 2

Si l'Inde n'envisage pas pareille analyse dans sa proposition, par quel moyen ferait-elle en sorte que le taux global et généralisé de remise des droits d'importation corresponde exactement au taux d'utilisation globale des intrants importés? Par ailleurs, le taux global et généralisé *unique* de remise des droits d'importation serait-il évalué uniquement à partir des intrants consommés dans la production des entreprises échantillonnées, ou l'Inde envisage-t-elle d'avoir recours à un régime de taux *multiples* de remise de droits, c'est-à-dire un taux pour chaque intrant?

Réponse

Le taux d'utilisation global des intrants serait calculé d'après les renseignements que devraient fournir divers fabricants du produit, complétés également par des vérifications effectuées dans les locaux de certains fabricants. Le taux global et généralisé de remise des droits d'importation dépendrait de la quantité des divers intrants nécessaires à la fabrication d'une unité du produit final, du prix des intrants et du niveau applicable des droits de douane. Ainsi, il y aurait différents niveaux de remise de droits, à savoir un pour chaque intrant.

Question 3

Les deux dernières phrases du paragraphe 2.7 semblent indiquer que l'Inde calculerait un taux global et généralisé de remise des droits d'importation en partant du principe que le processus de production fait appel aux importations dans une proportion de 100 pour cent, puis qu'elle procéderait à un ajustement en baisse lorsqu'un intrant est à la fois importé *et* d'origine nationale. Comment ce calcul serait-il opéré, étant donné que les taux d'utilisation des intrants varient généralement? Pourquoi ne pas simplement calculer directement les taux globaux et généralisés de remise de droits pour chaque intrant? S'il n'est pas question dans ces deux phrases d'ajustements en fonction des intrants, mais d'ajustements en fonction des entreprises, l'Inde n'aurait-elle pas besoin pour ce faire du type même de données et de comptabilité dont ne disposent pas les petites entreprises, selon elle?

Qu'est-ce qui justifierait un ajustement en baisse en fonction des entreprises et celui-ci n'aurait-il pas pour effet de gonfler le montant des remises de manière générale?

Réponse

L'ajustement suggéré dans les deux dernières phrases du paragraphe 2.7 ne se réfère pas aux ajustements en fonction des entreprises. Il est certes reconnu qu'il peut y avoir certaines variations dans les taux de consommation d'intrants importés et d'intrants d'origine nationale, mais le degré de variation dans la pratique est insignifiant. En conséquence, la quantité statistique des divers intrants nécessaires à la fabrication d'une unité du produit final serait calculée compte non tenu du fait que l'intrant est d'origine nationale ou importé. Néanmoins, il est précisé que le taux de remise ne vaudrait que pour les intrants importés, sauf si une ristourne des impositions à l'importation sur intrants de remplacement est demandée pour les intrants d'origine nationale.

Question 4

À quelle fréquence l'analyse proposée serait-elle effectuée? L'Inde envisage-t-elle une mise à jour annuelle? Quinquennale? Quel serait l'intervalle?

Réponse

Aucun intervalle précis n'a été envisagé pour la mise à jour des normes statistiques, mais cette analyse pourrait être effectuée régulièrement.

Question

Si la ristourne des impositions à l'importation était demandée pour des intrants de remplacement d'origine nationale, comment l'Inde ferait-elle en sorte que ce système de ristourne sur intrants de remplacement soit conforme aux dispositions inscrites au point h)?

Réponse

Pour le système de ristourne sur intrants de remplacement, la quantité d'intrants consommés qui sont d'origine nationale serait déterminée sur la base de normes statistiques du système de taux globaux et généralisés. La ristourne pour intrants de remplacement serait limitée aux impositions à l'importation perçues sur les intrants importés.

Question

Il semble être indiqué au paragraphe 2.7 que l'Inde s'en remettrait en partie aux "réactions du marché" pour faire en sorte que le taux estimatif global et généralisé de remise des droits d'importation ne soit ni trop généreux, ni trop restrictif. Bien que nous souscrivions au principe général voulant que les marchés se corrigent eux-mêmes, nous ne sommes pas convaincus que le type de "réactions du marché" dont il est question ici puisse remplacer complètement ou correctement une pratique systématique consistant à vérifier ou à évaluer régulièrement le taux estimatif global et généralisé de remise au regard de l'expérience effective de l'entreprise et à vérifier l'exactitude et l'exhaustivité des données sur lesquelles repose l'estimation. En plus de s'en remettre aux "réactions du marché", l'Inde propose-t-elle que soit effectué à intervalles réguliers ce genre d'évaluation et de vérification systématiques?

Réponse

Comme il est dit dans la proposition de l'Inde, les indications fournies par divers fabricants feraient l'objet de vérifications effectuées régulièrement dans les locaux de certains fabricants. En outre, l'information statistique serait analysée en permanence. Ce seraient des moyens supplémentaires d'empêcher une remise excessive.

Question

Par ailleurs, les raisons avancées par l'Inde à l'appui de sa proposition nous laissent quelque peu perplexes. Il est dit dans le document de travail que la proposition vise à régler un problème auquel se heurtent les pays en développement, parce que les petites unités de production estiment que la tenue de la comptabilité nécessaire est astreignante et lourde à gérer.

- Dans la mesure où il se peut que ce genre de comptabilité représente un fardeau particulier pour les petites entreprises, ce problème ne semble pas ressortir exclusivement à la situation particulière des pays en développement, et cela n'explique pas non plus pourquoi la solution proposée s'appliquerait également aux activités des grandes entreprises établies dans les pays en développement – d'autant plus que ces entreprises peuvent être plus susceptibles de participer au commerce d'exportation et de livrer concurrence aux entreprises, petites et grandes, d'autres Membres qui ne sont peut-être pas avantagés de façon similaire.
- En outre, nous nous demandons si le maintien d'un système ou d'une procédure destiné à confirmer l'origine des intrants et les quantités d'intrants consommés dans le processus de production ne sert pas au fond davantage à examiner le rôle joué par les pouvoirs publics que celui joué par les entreprises. À cet égard, nous estimons qu'il est important de noter que des procédures raisonnables et efficaces destinées à surveiller la bonne administration des régimes d'abattement d'impôts indirects et des systèmes de ristourne de droits peuvent être, en elles-mêmes, des garanties importantes contre la corruption et l'incompétence qui peuvent nuire à la compétitivité économique et saper la confiance dans les autorités publiques.

Réponse

Le système envisagé s'appliquerait aussi aux activités d'unités de production qui peuvent être de taille importante par rapport à la plupart des autres unités de production dans un pays en développement, mais qui rencontreraient des problèmes analogues à ceux des petites unités de production. Le système de taux globaux et généralisés concernerait ainsi toutes les unités de production des pays en développement.

Définition des intrants consommés dans le processus de production

Observation/Question

Au paragraphe 3.2 du document présenté par l'Inde, il est dit que les "biens d'équipement" pourraient *être pris en compte* dans la définition d'"intrants consommés dans le processus de production" en les assimilant à des "catalyseurs". L'Inde semble prétendre que les biens d'équipement sont comme des catalyseurs, en ce sens qu'ils ne subissent aucune transformation et qu'ils ne sont pas littéralement consommés dans le processus de production. Comme les catalyseurs sont visés par la note de bas de page 61, l'Inde fait valoir que les biens d'équipement devraient l'être eux aussi. Mais les catalyseurs *sont* généralement consommés dans le processus de production, en ce sens qu'ils s'épuisent et qu'il faut en ajouter à intervalles réguliers et souvent fréquents. La définition du *Concise*

Oxford Dictionary que cite l'Inde n'infirmes pas ce fait, mais dit seulement qu'un catalyseur est une substance qui ne subit aucune transformation chimique. La transformation chimique et l'épuisement sont deux notions différentes et distinctes qui n'ont aucun rapport entre elles, c'est-à-dire que le fait qu'il n'y a pas de transformation chimique ne signifie pas nécessairement "que la substance ne s'épuise pas ou qu'elle n'est pas utilisée autrement". De plus, pour ce qui est de la "durée de vie utile", les catalyseurs ont d'ordinaire une durée de vie utile beaucoup plus courte que les machines et l'équipement. À cet égard, les catalyseurs, d'une part, et les machines et l'équipement, d'autre part, sont très différents, et les États-Unis ne voient guère comment les "biens d'équipement" pourraient être pris en compte dans la note de bas de page 61 en les assimilant à des "catalyseurs".

Observations de l'Inde

Comme il est dit clairement au paragraphe 3.3 de la proposition de l'Inde, il existe une dichotomie dans la définition des "intrants consommés" à savoir que certains éléments entrant dans le prix de revient qui ne sont pas consommés dans le processus de production sont inclus dans la définition des "intrants consommés" alors que d'autres éléments tels que les biens d'équipement dont la valeur diminue au cours du processus de production en sont exclus. L'Inde croit comprendre que selon les États-Unis, puisque les catalyseurs s'altèrent dans le processus de production et ont une faible durée de vie, ils sont bel et bien consommés dans le processus de production. L'Inde estime que, à l'instar des catalyseurs, les biens d'équipement s'altèrent aussi pendant le processus de production et devraient donc être traités comme des intrants consommés dans le processus de production.
